

Actu' DGER

Le mensuel de la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche

L'ÉDITO



ACTUALITÉS DU MOIS

- ▶ ENSEIGNEMENT TECHNIQUE
- ▶ ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
- ▶ RECHERCHE
- ▶ INTERNATIONAL

DOSSIER DU MOIS

CONFINEMENT
ET CONTINUITÉS



ACTUALITÉS RÉGIONALES

INFORMATIONS PRATIQUES

- ▶ ARRIVÉES ET DÉPARTS
- ▶ AGENDA
- ▶ À DÉCOUVRIR



JUIN 2020

N°0

Édito

Depuis bientôt 3 mois, nous traversons une période exceptionnelle de crise sanitaire majeure qui a conduit à un confinement généralisé de la population et à l'arrêt d'un grand nombre d'activités. Le déconfinement initié il y a quelques jours prévoit un retour progressif à la normale qui s'étalera sur une période qui pourrait durer. Tous nos établissements ont été impactés dans leur fonctionnement quotidien, que ce soit dans le cadre de leurs enseignements ou dans celui des activités liées à la spécificité de nos structures : exploitations, ateliers technologiques, centres équestres, cliniques, coopération internationale, travaux de recherche...

Chacun d'entre vous s'est mobilisé afin que nous puissions continuer à honorer notre première mission qu'est l'enseignement. Les établissements d'enseignement supérieur et de recherche sont également intervenus pour apporter leur expertise à différents niveaux de la gestion de cette crise sanitaire. Je tiens également à souligner le travail d'adaptation des examens de l'enseignement supérieur qui a été réalisé en collaboration entre les établissements et la DGER. Chacun a œuvré afin que nos établissements puissent se trouver dans des conditions optimales de reprise et je vous en remercie.

Dans le même temps, se projetant vers l'avenir, les équipes de direction des établissements ont travaillé pour trouver, entre autres, des alternatives aux journées portes ouvertes, outil important du recrutement. Nous espérons que les différents dispositifs mis en place permettront de limiter l'impact négatif que pourrait avoir la crise sanitaire et permettront d'amplifier la hausse des effectifs dans l'enseignement technique, hausse qui avait marqué la dernière rentrée. Nous espérons également que « L'Aventure du vivant : le Tour », poura, durant le dernier trimestre de l'année 2020, reprendre son cheminement pour présenter nos formations aux élèves, aux parents et aux enseignants de l'éducation nationale.

Aujourd'hui dans cette nouvelle publication qui sera diffusée chaque mois, à compter de septembre, vous trouverez plusieurs témoignages émanant des différents acteurs de l'enseignement et de la recherche agricoles, mais aussi des informations sur l'actualité de la DGER, des régions et des réseaux. Ce numéro 0, compte tenu de l'actualité, est consacré en grande partie à la crise que nous traversons. Il a vocation à devenir un vecteur d'information sur la vie du réseau de l'enseignement agricole. Cette nouvelle publication est également la vôtre, alors n'hésitez pas à nous faire parvenir des informations ou des propositions afin de les partager avec le plus grand nombre.

Isabelle Chmitelin
Directrice générale de l'enseignement et de la recherche

**ENSEIGNEMENT
TECHNIQUE****Les écoresponsables toujours mobilisés !**

En pleine période de confinement, grâce à l'engouement et à la grande implication des écoresponsables et de leurs encadrants, les rencontres nationales écoresponsables du printemps 2020 ont été un franc succès.

Entre 21 et 33 participants se sont retrouvés lors de 6 réunions en visioconférence, dont trois rendez-vous d'ateliers-formation et trois rendez-vous spécifiques au réseau national. L'occasion pour eux d'échanger et de partager leur expérience, de travailler sur la réalisation de vidéopocket ou de badges numériques mais également de découvrir le *plan Enseigner à Produire Autrement, pour les transitions et l'agroécologie* (EPA2).

Retrouvez leurs productions sur le site edd.educagri.fr

**Reso'them : accompagner la transition agroécologique**

Pour accompagner plus efficacement la transition agroécologique et la préservation des biens communs, les 10 animateurs thématiques de la DGER sont organisés depuis quelques années en collectif Réso'them. Ils s'ancrent plus particulièrement sur les missions d'animation de territoire et d'expérimentation-innovation de l'enseignement agricole.

Pour voir la plaquette de présentation (avec le trombinoscope) et les 4 pages bilans d'activités annuels (illustrés de témoignages de terrain), connectez vous sur <https://adt.educagri.fr/reseaux.html>

En bonus, retrouvez dans leur bilan d'activités 2019 les liens vers les 34 articles publiés l'année dernière sur adt.educagri.fr pour valoriser les actions d'exploitations et ateliers technologiques des établissements vers cette transition agroécologique.

Et pour rester sur la gestion de la crise du Covid-19, 18 courtes « stories » de 2 minutes mettent en scène nos exploitations et ateliers technologiques dans leur gestion de cette situation – C'est aussi l'occasion de les voir vivre en « aventure du vivant ».....

RESO'THEM
Un collectif pour accompagner
la transition agro-écologique



Vous pouvez retrouver cette série LinkedIn Réso'them sur :

<https://www.linkedin.com/in/reso-them-0648101a5/detail/recent-activity/>

ou sur Educagri : <https://www.educagri.fr/stories-exploit/>



Les jeunes de l'enseignement agricole s'engagent

Depuis 2005, le 17 mai est la Journée mondiale de lutte contre l'homophobie et la transphobie. Cette date symbolique a été choisie pour commémorer la décision de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) de 1990 de supprimer l'homosexualité de la liste des maladies mentales. Célébrée dans plusieurs dizaines de pays à travers le monde, cette journée a pour but de dénoncer toutes les discriminations faites aux personnes lesbiennes gays bisexuelles transgenres et de promouvoir les actions de sensibilisation.

L'homophobie et la transphobie touchent de nombreux élèves et étudiants. Parfois banalisées, les violences homophobes et transphobes peuvent s'installer dans le quotidien des classes et peu d'élèves osent en parler.

La Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) souhaite s'impliquer pleinement dans les actions visant à lutter contre ces discriminations. Les conséquences de l'homophobie et de la transphobie sont bien connues (repli sur soi, échec scolaire, comportements suicidaires) et leurs conséquences impactent le développement personnel des jeunes et peuvent porter atteinte à leur intégrité morale ou physique. Il s'agit de provoquer un changement d'état d'esprit, afin que s'exprime dans les établissements scolaires de la bienveillance à l'égard des jeunes LGBT et que le discours homophobe et transphobe soit combattu par tous les acteurs de l'enseignement agricole.

Pour mener à bien son action de lutte contre la haine anti LGBT, la DGER a souhaité s'appuyer sur le Conseil National des Délégués Elèves et Etudiants de l'Enseignement Agricole Public. Les représentants des élèves et des étudiants se sont pleinement mobilisés depuis 2019 et ont fait le choix d'une vidéo de sensibilisation à la lutte contre la haine anti-LGBT.



Après un temps d'échanges avec l'association MAG jeunes et la DILCRAH, ils ont co-écrit le scénario et participé au tournage, avec l'appui d'Emmeline CAMBRILS, vidéaste, et de son équipe technique.

TousCaps : une nouvelle interface dédiée à la prévention des risques virus depuis le 18 mai 2020

Cette nouvelle interface (<https://touscaps.fr/>) s'inscrit dans le cadre de la reprise d'activités dans les établissements agricoles à l'issue de la période de confinement pour présenter :

- une courte vidéo d'un directeur d'EPL rappelant l'importance de la sécurité et la notion de progressivité dans la reprise des activités;
- les gestes essentiels et principes généraux des consignes sanitaires ;
- des *missions secrètes* à découvrir et accomplir pour intégrer les bonnes habitudes de vie en collectivité en période d'épidémie de virus.



Ce module a été conçu pour les apprenants. Il peut également être utilisé pour l'ensemble des personnels en complément des informations données par le chef d'établissement en amont du retour dans l'établissement et lors du retour en présentiel.

Le développement de ce nouveau module TousCaps est présenté au § 4.4 de la [circulaire DGER portant sur la réouverture des établissements dans l'enseignement technique agricole](#).

Les missions se multiplieront au fur et à mesure des besoins et des retours des acteurs de terrain.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Partenariats avec l'enseignement supérieur africain (PEA)

Composante de la stratégie «Bienvenue en France» lancée en 2018, l'appel à projets PEA publié le 30 avril 2020 complète la politique d'accueil des étudiants africains en France en s'inscrivant dans une double logique de renforcement des capacités des établissements africains et de rayonnement international des établissements français.

Il a pour objectif de soutenir :

- la co-construction de formations et/ou la montée en gamme des formations existantes en lien avec les besoins socio-économiques des 18 pays partenaires (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Comores, Djibouti, Éthiopie, Gambie, Guinée, Libéria, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, RDC, Sénégal, Tchad et Togo),
- l'appui à la modernisation institutionnelle et la gouvernance des établissements,
- la mise en place de systèmes d'évaluation, d'accréditation et d'assurance qualité.

Coordonnés par un établissement d'enseignement supérieur d'un pays africain et un ou plusieurs établissements français, les projets devront concerner les formations de niveau Licence au minimum et relever d'un secteur d'activités prioritaire pour le développement durable du pays.

L'appel à projets est opéré par l'Agence nationale de la recherche, en partenariat avec Campus France. Une conférence (en ligne) sera organisée courant juin afin de présenter le programme et de répondre aux questions des établissements français et africains intéressés.

La date limite de dépôt des pré-projets est fixée au 21 septembre 2020.

Les projets lauréats seront soutenus pendant 4 ans pour un montant entre 1,5 et 3,5 millions d'euros.

 [Voir l'appel à projet](#)

Les établissements qui se porteront candidats à cet AAP sont invités à en informer la DGER

breci@agriculture.gouv.fr

Confinement et déconfinement dans l'enseignement supérieur agronomique, vétérinaire et de paysage

La crise sanitaire a eu des conséquences majeures sur l'organisation des conditions de travail et des activités d'enseignement dans les établissements d'enseignement supérieur et à la mise en œuvre des plans de continuité d'activité.

Du fait de l'état d'urgence sanitaire, les pratiques pédagogiques dans l'enseignement supérieur agronomique, vétérinaire et de paysage, ont connu des adaptations importantes. La continuité pédagogique a pu être assurée sur l'ensemble des formations, avec la mise en œuvre de dispositifs et outils pédagogiques dédiés et innovants mobilisant fortement les enseignants et les équipes des directions des études et de la vie étudiante et des directions des systèmes d'information.

Suite à l'annonce du déconfinement progressif, les établissements d'enseignement supérieur agricole ont rédigé des plans de reprise progressive d'activités (PRPAC) sur les campus ou tout autre plan en tenant lieu, qui s'inscrivent dans le cadre des recommandations générales. Plusieurs écoles ont élaboré des guides du déconfinement et des fiches pratiques.

Les PRPAC ont été présentés en comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) des écoles et également, pour la plupart d'entre elles, à leur cellule de crise et en assemblée générale des personnels. L'information des agents et le dialogue social restent en effet des priorités.

La levée progressive du confinement permet ainsi aux établissements d'enseignement supérieur un retour progressif en présentiel des agents, qui tient compte des différentes situations des personnels. Le télétravail reste la règle chaque fois qu'il peut être mis en œuvre. Lorsque la présence sur les lieux de travail est en revanche nécessaire, le séquençage des activités et la mise en place d'horaires décalés font partie des mesures organisationnelles.

La reprise d'activité ne concerne pas la formation initiale. Les enseignements continuent à être dispensés à distance (y compris évaluations et examens), à l'exception, dans les écoles vétérinaires, des internes, des 4^{èmes} et 5^{èmes} années volontaires autorisés, dans un cadre défini par l'établissement, à revenir dans les centres hospitaliers universitaires vétérinaires pour des exercices cliniques et d'étudiants en stage.

Les concours d'entrée dans les écoles nationales d'agronomie, vétérinaires et de paysage se dérouleront entre le 20 juin et le 7 août 2020 selon des modalités qui ont été définies de manière concertée et qui s'inscrivent dans le cadre des arbitrages gouvernementaux. Les épreuves écrites sont maintenues, et les oraux sont soit supprimés, soit limités à un entretien de type motivation pouvant être passé à distance.



RECHERCHE



48 projets lauréats de l'appel à projets « Expérimentation »

Depuis 2014, le CASDAR finance deux appels à projets (Expérimentation et Outils et méthodes) conduits par FranceAgriMer, qui visent à acquérir des connaissances nouvelles sur une problématique technique ou scientifique précise et à élaborer des tableaux de bords, des diagnostics ou des outils de conseil à destination des agriculteurs et des conseillers.

147 projets ont été déposés dans le cadre de cet appel à projets pour 2020. 48 projets proposant, notamment, des solutions sur les alternatives aux produits phytopharmaceutiques ont d'ores et déjà été sélectionnés pour une enveloppe de subvention totale de 10,2M€. Parmi ces 48 projets, 21 projets visent à expérimenter des solutions alternatives aux pesticides (représentant un soutien CASDAR de 5M€). D'autres besoins des agriculteurs et attentes sociétales sont également abordés : autonomie protéique, enjeux climatiques, bien-être animal, solutions pour l'agriculture biologique, vin ou cidre sans sulfite, ...

[FranceAgriMer](#)

Rapport sur l'usage du glyphosate en Europe

Le réseau ENDURE a publié le 12 mai dernier son rapport sur l'usage du glyphosate en Europe ([rapport ici](#)). Coordonné par l'Université Catholique de Louvain, Inrae, l'Université d'Aarhus et le JKI, ce rapport a été rédigé par un panel paneuropéen d'experts. Il regroupe les données collectées depuis l'an dernier dans les différents pays européens dans le but :

- de comparer le recours au glyphosate relativement à d'autres pesticides,
- d'établir les systèmes de cultures concernés ainsi que ses différents usages agronomiques,
- d'identifier les pratiques alternatives et situations de verrouillage.

Ce rapport à l'échelle européenne fait ainsi écho au [rapport](#) proposé en 2017 par Inrae sur la situation française.

Le rapport montre ainsi que le glyphosate est largement utilisé à l'échelle européenne, ses ventes représentant 33% du total des ventes d'herbicide dans l'UE 28+3. Il est principalement utilisé dans les systèmes de cultures annuels, les cultures pérennes et pour la gestion des prairies, avec une diversité d'usages agronomiques (au moins 8 identifiés). Néanmoins, les données statistiques nécessaires à caractériser plus finement les usages restent limitées et mériteraient d'être approfondies.

Différentes alternatives non-chimiques au glyphosate sont disponibles, en préventif comme en curatif, mais leur efficacité, leur éventuel surcoût et les implications (par exemple pour l'organisation du travail) peuvent largement varier selon les contextes et demeurent peu quantifiés. Lorsque l'usage du glyphosate est systématique, de multiples facteurs intriqués peuvent concourir à freiner la transition vers ces alternatives, notamment : la disponibilité et l'accès aux intrants alternatifs, au machinisme adapté pour les utiliser, ainsi que les contraintes liées à l'organisation du travail ; les contraintes et opportunités liées aux régulations et subventions ; le manque persistant en matière de conseil, de connaissances et de références à propos des alternatives ; l'incertitude, les risques et la variabilité des performances agronomiques et économiques induites aujourd'hui par ces alternatives, ainsi que les freins culturels et cognitifs. Le rapport pointe le besoin d'une recherche s'intéressant aux conditions techniques et économiques, mais aussi à l'évaluation des contextes systémiques, nécessaires à l'adoption de ces alternatives.



Élaboration des partenariats « Horizon Europe »

La Commission et les Etats membres préparent les « Partenariats » qui seront mis en place dans le prochain programme cadre « Horizon Europe ».

Ces « Partenariats » remplaceront l'ensemble des instruments de coopération entre financeurs européens de la recherche visant à développer des synergies entre programmes régionaux, nationaux, européens, public ou privés (ex-ERANET, JPI, etc.)

Onze des 49 partenariats proposés concernent les politiques publiques soutenues par le MAA. Sont en particulier concernés les Partenariats relatifs à l'agro-écologie, à la santé animale, aux systèmes alimentaires durables et à l'observation environnementale au service de l'agriculture.

Les négociations sur le contenu de ces programmes et sur leurs orientations stratégiques devant se réaliser en amont de leur sélection par les instances européennes, la DGER a organisé de mars à mai une série d'ateliers de réflexion sur ces partenariats. Ils ont mobilisé conjointement les ministères, les agences de financement et les acteurs de la recherche afin de définir une position nationale et de positionner les acteurs français sur la scène européenne.

La réflexion se poursuivant dans les mois à venir, les services du MAA et les acteurs de R&D continueront d'être sollicités pour poursuivre l'influence et préparer la présence françaises dans ces projets de partenariats.



Enquête : mieux connaître les usages du glyphosate dans les systèmes de grande culture

Le 22 avril, l'ACTA, Arvalis, Fnams, ITB et Terres Innovia ont publié [les résultats d'une enquête en ligne](#) basée sur le volontariat et qui a récolté 10 000 réponses d'agriculteurs, dans le but de mieux connaître les usages du glyphosate dans les systèmes de grande culture et recueillir leurs avis, interrogations et perspectives sur l'interdiction programmée de cet herbicide en France.

Cette enquête révèle un large recours au glyphosate parmi les répondants, avec 4 usages majeurs (lutte contre les vivaces, destruction de repousses ou annuelles en interculture courte d'été, et en interculture longue, entretien des bords de ferme) répartis schématiquement entre des exploitations de taille importante, plutôt utilisatrices de glyphosate à petite dose mais sur toute la surface, versus des exploitations en système labouré, de taille plus réduite en moyenne, avec des utilisations à dose plus élevée mais plus ciblée sur une partie de l'exploitation.

L'enquête fait ressortir qu'une majorité de répondants ne savent pas encore de quelle manière ils pourront gérer leurs problématiques sans glyphosate. Les inquiétudes perdurent, en lien avec les contraintes et incertitudes sur la viabilité d'exploitations ou de systèmes tels qu'ils sont menés aujourd'hui.

Néanmoins, 352 répondants déclarent ne jamais utiliser de glyphosate, et que leur méthode de gestion des adventices passe par un changement de système (agriculture bio) ou bien par un changement de rotation (allongement) et de travail du sol (labour, faux-semis, etc.).

Dès 2018, le plan Ecophyto II+ a intégré la priorité glyphosate en matière de recherche, en incluant le développement d'alternatives dans les situations difficiles ou d'impasse dans l'appel à projets national 2018. En parallèle différents projets de recherche et innovation s'attachent à proposer des solutions pour favoriser la sortie des herbicides, y compris le glyphosate. Par exemple, le challenge ROSE financé par Ecophyto II+ vise à mettre au point des robots de désherbage intra-rang en cultures légumières de plein champ et en grandes cultures à fort écartement. Le centre de ressources glyphosate (<https://ecophytopic.fr/centre-de-ressources-glyphosate>) compile de nombreuses informations à propos des alternatives développées. Enfin, à la suite de la publication du rapport Inra 2017 sur les usages du glyphosate en France, et qui identifiait les alternatives ainsi que les éventuelles impasses techniques, trois nouveaux rapports se sont attachés à produire une évaluation du surcoût de ces alternatives, en viticulture, en arboriculture et pour les grandes cultures.



ANR Covid-19 : après un appel Flash qui a sélectionné 86 projets, poursuite d'un appel ouvert en continu RA-ANR Covid-19 jusqu'au 28 octobre 2020

Dans le cadre de l'appel Flash Covid-19 visant à mobiliser les communautés scientifiques en lien avec le développement de l'épidémie, l'ANR a sélectionné 86 projets de recherche couvrant un grand nombre de problématiques liées à la crise.

Afin de s'adapter à la situation évolutive et pour permettre à de nouveaux projets d'être déposés et évalués selon les mêmes modalités, un nouvel appel RA-Covid-19 dédié à des travaux de recherche court terme (3-12 mois) est en cours jusqu'au 28 octobre 2020. Dans la continuité de l'appel Flash, ce nouvel appel vise à recueillir toutes les propositions de projets de type « Recherche-Action » (RA), à savoir des projets urgents et rapides dont les résultats pourraient être implémentés en quelques mois dans la société.

Parmi les thématiques concernées figurent les initiatives One Health (« une seule santé ») d'approche intégrée, systémique et unifiée de la santé publique, animale et environnementale...



Le projet One Health coordonné par l'ANSES favorise la concertation au niveau européen sur les approches « Une seule santé »

L'EJP (European Joint Program) One Health est un instrument européen d'Horizon 2020, regroupant 19 Etats membres (41 partenaires y compris ANSES ; financement DGAL) travaillant sur les thématiques zoonoses d'origine alimentaire, les risques émergents et la résistance antimicrobienne.

Il s'est mobilisé pour identifier et partager les expériences de mise en œuvre des approches One Health vis-à-vis du Covid-19.



INTERNATIONAL**Remise des Prix MoveAgri**

Judi 30 avril, l'Institut Agro – site de Florac, la DGER et son réseau en charge de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (le RED), ont organisé la 5^{ème} cérémonie de remise des prix du concours MoveAgri, réseau social de l'enseignement agricole où les apprenants partagent leurs expériences de mobilités à l'étranger sous forme de blogs, de photos, de vidéos...

Confinement oblige, la remise de prix a eu lieu par écrans interposés !

Après un mot d'ouverture de Valérie Baduel, Directrice générale adjointe de la DGER, les lauréats ont témoigné des expériences qui leur ont valu les prix suivants :

- Prix PHOTO : Estelle Galibert, élève en BTSA Ineopole à Brens (81) pour son stage en Suisse,
- Prix BLOGAGRI LYCÉENS : Iris Andissac, élève en Terminale STAV au lycée agricole Henri Bassaler, à Brive Voutezac pour son stage au Chili,
- Prix BLOGAGRI ETUDIANTS : Marie Krdzalin, élève en BTSA ANABIOTECH au lycée agricole de La Roque à Rodez (12) pour son stage en Australie,
- Prix VIDEO des gestes professionnels en action : Clélie BRAS, élève en BTSA spécialité Technico-commercial à Ineopole à Brens (81) pour son stage en Angleterre,
- Prix spécial du jury - Catégorie BLOG jeune étranger : Paula Lorente, volontaire européenne espagnole au lycée agricole Fonlabour d'Albi.

Les blogs d'un groupe de sept étudiants du lycée de Montargis ayant fait leur voyage d'étude solidaire au Sénégal, et de deux étudiants béninois en service civique dans le même lycée, ont également été présentés et salués pour leur qualité.

Parmi les innovations de cette année, la DGER a remis à l'ensemble des lauréats MoveAgri un Open Badge « MoveAgri Ambassadeur » qui reconnaît les compétences acquises lors de mobilités à l'étranger. Les contributeurs du site MoveAgri pourront recevoir également un Open Badge « MoveAgri Reporter ».

Corinne Lefay-Souloy, Conseillère technique au Cabinet de la Direction de l'Agence Erasmus+, a clos la cérémonie en tant que grand témoin puis l'Institut Agro – Florac et la DGER ont annoncé officiellement le lancement de la 6^{ème} édition du Prix MoveAgri pour l'année scolaire 2020 / 2021.

Pour revoir la cérémonie :



CONFINEMENT ET CONTINUITÉS

Durant près de trois mois, l'ensemble des établissements de formation agricole a mis en œuvre des plans de continuité pédagogique et des plans de continuité d'activité. Tous les acteurs des communautés éducatives ont mis en place en quelques jours des stratégies pour garder le contact avec les élèves, les apprentis ou les étudiants, gérer les exploitations ou les ateliers technologiques... Comment ces différentes continuités ont-elles été mises en œuvre et vécues par les différents protagonistes ?

METTRE EN PLACE UN PLAN DE CONTINUITÉ SUR PLUSIEURS SITES

Diriger un établissement de l'enseignement agricole, c'est gérer plusieurs centres de formation, une exploitation, parfois un atelier technologique, un centre équestre... Le plan de continuité doit donc prendre en compte l'ensemble des sites. Jean-Luc Prost, directeur d'Avize Viti Campus (51), fait le point.

Nous avons, bien sûr, un plan de poursuite des activités, mais celui-ci n'était pas suffisamment étoffé pour faire face à cette situation extrême et inédite. Je pense que personne n'avait jusqu'à ce jour imaginé que tout pouvait se trouver fermé du jour au lendemain. Très rapidement, tout le monde s'est mobilisé pour compléter le plan en tenant compte des multiples activités de l'établissement, des problèmes qui pouvaient apparaître et des notes de la DGER.

L'équipe de direction a été mobilisée avec l'infirmière et les services administratifs pour rapidement mettre sur pied un plan de continuité d'activité pour les enseignements et l'exploitation.

Trois éléments centraux ont émergé pour construire la continuité pédagogique : la déclinaison des orientations envoyées par la DGER, la mise en place d'un planning sur l'intranet où les enseignants indiquent leurs créneaux de classe virtuelle, et sur Pronote (lycée) et Ypareo (CFA et CFPPA), des outils permettant aux enseignants et formateurs d'entrer le travail donné, de mettre à jour le cahier de textes et de renseigner le suivi des élèves.

Le contrôle de la réalisation du travail et de la possibilité pour tous les élèves d'avoir accès aux plateformes s'effectue en collaboration entre enseignants, CPE et assistants d'éducation. Sur nos 300 élèves et 280 apprentis, nous avons constaté le décrochage de cinq d'entre eux. Pour deux élèves qui n'ont pas accès au réseau, Docapost est venu en soutien.

Une formatrice du CFA a travaillé avec les informaticiens de l'établissement et le TIM lycée pour permettre la mise en place de classes virtuelles. Elle a proposé plusieurs sessions pour former les enseignants et formateurs aux outils. Deux fois par semaine, à tour de rôle, les documentalistes viennent sur le site pour faire des envois de documents aux enseignants ou aux élèves qui le demandent. Au total, l'établissement compte 130 agents. Autour de 10 personnes, dont 5 pour l'exploitation étaient présentes sur Avize Viti Campus pour gérer des missions non télétravaillables.

L'exploitation (10 hectares de vignes) a continué à tourner à effectif réduit. Nous sommes dans une période où il y a beaucoup de tâches manuelles à effectuer. Surtout que nous avons mis en place une politique agroenvironnementale : zéro herbicide, pose des racks pour la confusion sexuelle, entretien des essais sur la minéralisation de la matière organique, travaux d'émondage, préparation des assemblages... Normalement, les élèves participent à ce travail. Pour mener les différentes tâches à bien, des personnels de l'établissement se sont déclarés volontaires pour aider, dans le respect des gestes barrières. Pour le reste, nous avons eu recours à des prestataires.

Nous devons rendre fin avril le compte financier. Tous les documents ont été posés sur un espace avec accès réservé. Les 33 participants au CA ont déposés leurs questions avant qu'il y ait un vote anonyme et sécurisé. Cette période incite à l'inventivité, au travail en réseau et à la souplesse. Et finalement, cet éloignement physique contribue à la confraternité.



Avize Viti Campus

Avize viti Campus est l'établissement de référence pour la formation des acteurs techniques de la filière vitivinicole champenoise. Situé au cœur de la Côte des blancs en Champagne l'établissement a été créé sur la base d'une donation en 1919.

Effectifs :

- 295 collégiens, élèves et étudiants
- 290 apprentis
- et environ 220 adultes en formation continue qui se succèdent chaque année.

Formations autour de la production : du CAPA à la Licence professionnelle (avec l'Université de Reims Champagne Ardenne) dans les secteurs de la production de la commercialisation, de l'agroéquipement vitivinicole et de l'œnotourisme. Seconde Générale et Technologique et BAC technologique (STAV) Section européenne, Section football et Section hippologie.

Le Domaine (10 ha) est très impliqué dans le milieu professionnel et est avancé dans les mesures agroenvironnementales (tracteur enjambeur électrique, zéro herbicide, maîtrise de l'indice de fréquence de traitement...) Programme tripartite avec l'Agence de l'eau et la maison Veuve Clicquot relative à la suppression des désherbants.

[Avize Viti Campus](#)



GARDER UN LIEN QUOTIDIEN AVEC LES ÉLÈVES

Depuis le début du confinement, Damien Siegel, professeur de lettres et de philosophie au LEGTA du Pas-de-Calais, interagit quotidiennement avec ses élèves : envoi de consignes de travail, de liens, de ressources.... Les fils de discussion mis en place permettent de garder le lien avec chacun d'entre eux et avec le groupe classe. Echanges avec Damien Siegel et quelques-uns de ses élèves de Première STAV, sur ce qu'ils ont vécu depuis plus de 10 semaines.



« La première semaine a été très compliquée. Il a fallu élaborer des supports, trouver et s'appropriier les outils avec lesquels nous allons travailler. La concertation a été difficile à mettre en place entre les équipes pédagogiques car chacun était bien sûr concentré sur sa matière. Pour tous, l'essentiel était de garder le contact avec chaque élève. Cela faisait beaucoup de choses à gérer » explique Damien Siegel.

Pour Flore, Enzo, Anthony et Lily-Rose, il a fallu apprendre à jongler avec les outils. « Les profs n'utilisent pas tous les mêmes plateformes ni les mêmes logiciels : il y a Pronote, l'ENT, des fils de discussions sur des réseaux sociaux différents... et on navigue entre Microsoft, OpenOffice, LibreOffice... C'est une gymnastique à laquelle nous nous sommes habitués. Mais cela est rendu parfois plus difficile

par les problèmes d'accès à internet ou l'absence d'ordinateur pour certains élèves. Presque tout le monde a un smartphone mais tous les fichiers ne sont pas forcément accessibles dessus. »

« Avec les équipes, nous avons mis en place des réunions virtuelles de filière pour pouvoir travailler sur les rythmes, le travail donné aux élèves. ... Beaucoup de questions se sont posées : devons-nous garder nos créneaux d'emploi du temps ? Quelle quantité et quel travail donner pour ne pas saturer les élèves ? Les cours en visio conférence réclament une attention soutenue. Ils ne peuvent avoir ni la même durée, ni la même forme que des cours en présentiel. Par contre, il était extrêmement important de garder ce temps en groupe-classe. Les élèves sont extrêmement méritants : ils sont très attentifs, très respectueux dans leur prise de parole, ils s'écoutent. Finalement, ils n'ont jamais autant écrit que pendant cette période de confinement ! Ils ont découvert d'autres usages des réseaux sociaux. Ils veulent bien faire, ils sont vigilants par rapport à l'orthographe, la syntaxe ». Les élèves sont enthousiastes : « Nous avons découvert de nouvelles méthodes de travail : une nouvelle organisation pour laquelle nous avons mis en place, chacun, des temps de travail répondant à nos contraintes familiales : utilisation de l'ordinateur à tour de rôle, aides à apporter à des frères et sœurs plus jeunes... Cela demande beaucoup de rigueur. Nous avons également appris à collaborer entre nous. Certains ont également aidé pour trouver les bonnes applis pour que nous puissions tous travailler ensemble. Et nous avons aussi découvert les profs sous un autre angle... Même pendant les vacances, nous avons continué à échanger avec eux. Mais cela reste compliqué pour apprendre de nouvelles notions dans certaines matières très techniques. » Damien Siegel confirme : « C'est vrai qu'avec les dispositifs que réclame l'enseignement à distance, les limites de temps ont été abolies. Nous avons senti que nous devons absolument préserver le lien avec les apprenants. Pour ce qui me concerne, j'ai continué à proposer des ressources, des livres, des BD, des pièces de théâtre, des films... ce qui a permis de poursuivre et d'alimenter les échanges. »

Reste que pour certains le décrochage n'a pas pu être évité. Damien Siegel indique que sur les 160 élèves et étudiants dont il a la charge, il n'a pas pu assurer le suivi pédagogique de tous ses apprenants. L'ancrage requiert l'engagement de l'ensemble de la communauté éducative et un travail de fond devra être mené pour combler les défaillances inhérentes à l'enseignement à distance.

Damien Siegel conclut : « Pour des raisons d'équité, il m'a semblé impossible d'apporter de nouveaux contenus. C'est la raison pour laquelle j'ai fait le choix de consolider les acquis et de mettre à profit cette période de confinement pour initier une phase de révisions, dans la perspective du bac français. Je pense que l'enseignement à distance ne pourra jamais remplacer les cours en présentiel, mais il peut être un bon complément. »

L'EPLEFPA du Pas-de-Calais, trois antennes : le lycée agro-environnemental d'Arras (62), le lycée de Radinghem (59) et le site de Saint-Omer (62).

Le lycée agro-environnemental d'Arras est un établissement de formation scolaire qui accueille les élèves dès la fin de la 3ème, pour une seconde générale et un parcours qui conduit à un baccalauréat scientifique ou technologique (STAV). L'établissement prépare au BTS dans différentes spécialités: Analyse et Conduite des Systèmes d'Exploitation (ACSE), Agronomie Productions Végétales (APV) et Gestion et Protection de la Nature (GPN).

Deux options : kayak/VTT et hippologie

300 élèves / étudiants

Le CFA et le CFPPA proposent des formations paysages, des formations agricoles et des formations orientées « commerce »

300 apprentis / Stagiaires formation continue

L'exploitation : 90 ha de grandes cultures et de cultures légumières d'industrie.

LEGTA du Pas-de-Calais

« MAIS, QUE FAIT LA VIE SCOLAIRE ? »

«Le lundi 16 mars 2020, au matin, nous étions devant une belle inconnue : confinement versus continuité pédagogique. Comment la vie scolaire allait-elle pouvoir intervenir et être utile auprès des élèves et des enseignants, alors que nous étions tous derrière nos ordinateurs, ou pas ?» S'interroge Elisabeth Astruc, CPE.

Seule devant mon bureau et mon téléphone qui n'arrête pas de sonner, je me dis qu'il faut que je trouve une solution efficace pour donner réponse aux doléances qui arrivent de toutes parts. Comme acté en réunion de direction, je mets donc en place, comme la plupart de mes collègues, un plan de suivi à distance des élèves. L'objectif : « garder le fil » avec nos jeunes, garder le lien social, garder le lien à l'école. Il est donc primordial de leur apporter notre accompagnement dans l'organisation du quotidien, dans le travail scolaire, et parfois même un soutien moral. Il faut aussi « re »conforter les enseignants qui n'arrivent pas à joindre ou à avoir un retour de la part de certains élèves, sans oublier les parents qui se trouvent eux aussi démunis devant cette situation inédite.

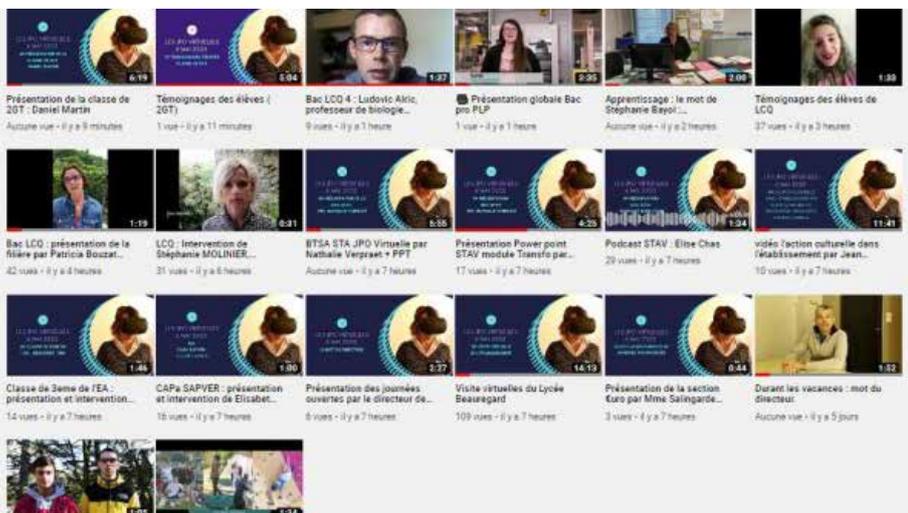
Afin de m'imprégner de la situation, j'ai commencé à appeler moi-même les familles, alors que la directrice adjointe appelait les enseignants. Je me suis aperçue qu'il fallait mettre en lien assez rapidement les élèves, les familles et les enseignants. Il n'y avait plus qu'...

J'ai donc mobilisé les assistants d'éducation en télétravail. La consigne ? Appeler les responsables légaux, et les élèves des classes dont ils sont référents depuis le début de l'année. L'objectif ? Recenser les éventuelles difficultés techniques, organisationnelles et matérielles. Avant le passage à l'action, j'avais préparé un questionnaire qu'ils devaient suivre, afin que je puisse avoir une vision uniforme de la situation. Les échanges téléphoniques se font à raison d'une à deux fois par semaine selon les cas. Les assistants d'éducation doivent m'interpeller aussitôt en cas de problème et ils peuvent aussi échanger directement avec les enseignants par le biais de firstclass en me mettant en copie. Le retour de ces échanges est enregistré sur une fiche de suivi individuelle. J'élabore une synthèse hebdomadaire que j'envoie aux équipes pédagogiques, après avoir fait un point régulier en équipe de direction. Les équipes pédagogiques peuvent alors nous faire des retours par mail ou par téléphone, ce qui nous permet de réagir de façon adaptée à chaque situation. Cela demande beaucoup d'organisation et de concertation, mais le résultat en vaut la chandelle, pour éviter le décrochage d'élèves qui étaient déjà en difficulté. Nous avons gardé le contact avec la quasi-totalité des élèves, mais malgré tout, quelques uns d'entre eux ont décroché. Les parents eux aussi se sont sentis soutenus et nous remercient pour notre bienveillance. Qu'en aurait-il été si nous n'avions pas mis en place cette procédure ? Personnellement, même à distance, je ne me suis jamais sentie aussi positivement près de mes élèves et de mes collègues.

« Mais, que fait la vie scolaire ?

Eh bien, elle garde le fil ! »

Elisabete Astruc, CPE du lycée de Villefranche de Rouergue (12)



EPLEFPA Beauregard Villefranche de Rouergue (12)

Etablissement de petite taille qui concentre au sein de son parc de 3 ha avec des cèdres centenaires, un lycée, une unité de formation par apprentissage et un atelier technologique.

- Enseignement général (enseignement de spécialité Biologie-écologie) et technologique (STAV)
- Une classe de seconde générale et technologique en commun avec le lycée de secteur Education nationale
- Projets d'animation des territoires avec les 4 lycées de Villefranche.

2022 : ouverture d'un nouvel atelier technologique qui va quadrupler la surface existante et produire légumes et pain, en sus des produits carnés actuels.

- 245 apprenants

[EPLEFPA Beauregard Villefranche de Rouergue](#)

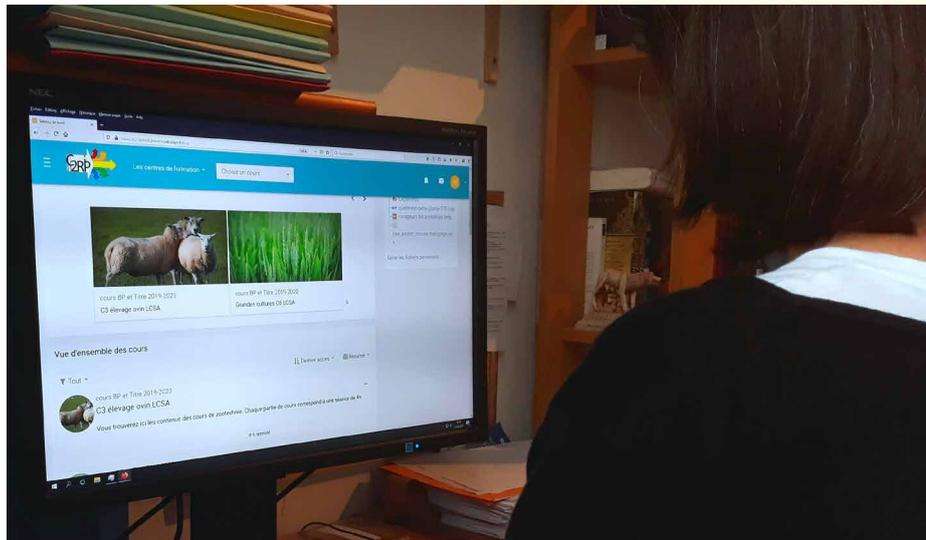


METTRE EN PLACE DES OUTILS POUR ÉVITER LE DÉCROCHAGE

CFA et CFPPA ont une particularité : la formation s'appuie beaucoup sur les retours de terrain. Fanny Poirier, directrice de l'Unité de Formation par Apprentissage au Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole de la Côte Saint André (38) nous explique comment la continuité pédagogique a été élaborée.

Nous avons la chance d'avoir sur notre centre une bonne connaissance de l'utilisation des outils numériques et d'avoir plusieurs formateurs ayant des expériences de création de contenu et d'accompagnement à distance. Nous avons des outils disponibles et rapidement utilisables. Nous avons fait le choix de structurer les échanges avec un seul outil de visioconférence, déjà utilisé par l'établissement, et deux plateformes pour les contenus.

En CFA et CFPPA, nous avons un public qui vient pour apprendre en s'appuyant sur des activités pratiques. Il fallait mettre en place une continuité de formations qui ne risquait pas de nous faire perdre des apprentis ou des stagiaires. Pour les apprentis, la mise en place d'un calendrier - 15 jours en entreprise/ 15 jours en formation à distance - a permis de garder l'ensemble des jeunes. La plus grande difficulté pour les apprentis, c'est de ne pas pouvoir échanger avec les formateurs comme ils le font quand ils sont au centre. Nous avons un système qui leur permet de poser les questions dans la journée et les réponses leur sont apportées le soir. La proximité leur manque.



Pour mettre en place les outils efficacement, les apprentis sont restés dans leurs entreprises la première semaine. Ainsi, les formateurs se sont familiarisés avec les outils, ont organisé leurs enseignements, préparé les contenus, fixé un emploi du temps avec des heures de visio conférences.

Pour les stagiaires de la formation continue, les stages ont été suspendus au moment même où ils allaient commencer. Il a fallu que les équipes pédagogiques fournissent un gros travail pour que notre public ne décroche pas. Nous avons utilisé une plateforme Moodle commune à une vingtaine de centres publics et privés agricoles de la région. La mise en place du tracking, nous a permis de justifier les heures de formation auprès des financeurs.

Quel est le bilan après 8 semaines ?

Une forte énergie a été déployée par tous, formateurs et administratifs avec un résultat positif : pas de décrochage, pas d'abandon. Pour les personnels qui sont habitués à travailler ensemble dans des locaux communs, le télétravail est difficile à vivre.

Chaque semaine, nous faisons une réunion de bilan et d'organisation pour la semaine à venir. C'est un moment important.

Cette expérience a montré de quoi nous étions capables mais aussi les limites et l'importance du présentiel dans nos formations éminemment pratiques.

UFA/CFPPA en chiffres

Unité de formation par apprentissage :
120 apprentis

Formation longue : 40 stagiaires

Formateurs : 25

Formations :
de la Seconde à la licence Professionnelle
80% de formations en agriculture
20% de formations en environnement

Formation continue : BPREA et apiculture

[UFA/CFPPA de la Côte Saint-André](#)

MAINTENIR L'ACTIVITÉ DANS LES EXPLOITATIONS ET LES ATELIERS TECHNOLOGIQUES

Un établissement d'enseignement agricole, c'est aussi bien souvent une exploitation et un atelier technologique avec un magasin. Ici aussi la continuité d'activité a été mise en place. Rencontre avec Arnaud Oble, directeur de l'exploitation agricole du Campus des Sicaudières (79) et Marie Provost, directrice de l'atelier technologiques

Comment s'est concrétisée la mise en place du Plan de continuité d'activité ?

Arnaud Oble : L'exploitation compte 3 salariés qui ont continué à travailler sur site en mettant en place les gestes barrières : individualisation du travail et si besoin d'échanges, nous nous retrouvons en extérieur. Toutes les actions qui impliquent des relations avec les professionnels ont été suspendues ainsi que, bien sûr, les séquences pédagogiques. Nous avons avancé sur des chantiers comme par exemple la sécurisation des parcours des volatiles contre les prédateurs. Tous les bâtiments ont pu être nettoyés et désinfectés. Ils sont aujourd'hui en configuration de vide sanitaire. Nous nous sommes également concentrés sur la vente dans notre magasin car les demandes ont augmenté.

Marie Provost : L'atelier technologique a continué à fonctionner mais sans les élèves et sans les agriculteurs qui d'habitude participent à la transformation des produits. Il n'y a pas eu de baisse dans l'activité de transformation. L'augmentation de la vente en circuit court a même provoqué une hausse des demandes de la part des agriculteurs. Ceux qui ont perdu l'approvisionnement des cantines ont vu leurs ventes locales augmentées. Depuis le 11 mai, les agriculteurs peuvent revenir. Nous avons complété notre plan de maîtrise sanitaire avec un vestiaire réservé aux extérieurs, pas de croisements dans les vestiaires. Gel avant d'entrer dans les bâtiments puis avant et après le passage aux vestiaires. Le port du masque est devenu obligatoire.

Quelles difficultés avez-vous rencontrées ?

AO : La principale difficulté a été la découpe des animaux. L'atelier de découpe ne fonctionne qu'avec les formateurs et leurs apprenants et il a donc été fermé pendant plusieurs semaines. Nous avons pensé externaliser mais il y avait beaucoup de demandes. C'est un boucher à la retraite, ancien formateur, qui est venu pour procéder à la découpe. Je me suis occupé du conditionnement et nous avons ainsi pu répondre à la demande des clients. Nous avons une vente aux enchères de taureaux reproducteurs prévue le 20 mars. Grâce au maillage de sites internet des professionnels, nous avons pu la transformer en vente virtuelle de gré à gré. 70% des animaux ont été vendus avec des prix dans la moyenne de ce que nous connaissions.

MP : La vente a continué. Les clients pouvaient réserver leurs produits et venir les retirer lors de l'ouverture du magasin. Une procédure a été mise en place : gel hydroalcoolique à l'entrée du magasin, une seule personne à l'intérieur et plus de libre-service. Les réservations sont passées quasiment du simple au double. Nous avons vendu jusqu'à 75 kg de viande hachée en 24 h. En revanche, nous avons eu de la perte sur les prestations que nous fournissons en formation. Nous attendions 4 groupes d'étudiants ingénieurs en génie des procédés alimentaires que nous n'avons pu accueillir.

Pensez-vous que cette expérience aura un impact sur votre fonctionnement futur ?

AO : Nous espérons que les comportements de consommation vont perdurer et augmenter les ventes en circuit court. La vente virtuelle nous a donné des idées pour la prochaine vente aux enchères prévue en mars 2021. Nous souhaitons qu'elle puisse se dérouler dans sa forme traditionnelle. Mais, les réseaux sociaux pourraient permettre une valorisation, en amont, avec par exemple la présentation des animaux qui seront mis en vente. Nous nous préparons à la reprise et au retour des élèves. Il y aura des contraintes pour pouvoir s'inscrire dans les mesures mises en place pour le déconfinement mais il est important que les élèves reviennent car leurs formations impliquent qu'ils soient sur le terrain.

MP : Notre fonctionnement n'a pas véritablement été bousculé. Notre travail de transformation implique de fait une grande vigilance sur tous les aspects sanitaires. En ce qui concerne les ventes, nous avons eu quelques nouveaux clients qui nous l'espérons vont nous être fidèles.



L'exploitation Campus des Sicaudières

- Polyculture élevage avec 4 ateliers de productions animales
 - Un troupeau allaitant de 50 vaches Rouge des prés,
 - 200 brebis vendéennes,
 - 2 ateliers de volailles biologiques et
 - 1 station d'évaluation de taureaux reproducteurs charolais.
- Surface : 90 hectares
- 3 salariés

L'atelier technologique :

- 2000m² de bâtiments
- Ateliers de transformation alimentaire avec formation charcuterie et boucherie
- 3,5 salariés, bientôt 4,5 et 1 technicien (TFR Labo), 3 formateurs qui contribuent à la production

Magasin de vente co dirigé par Arnaud Oble et Marie Provost

- 1 vendeuse
- Ouverture : 3 demi-journées par semaine
Produits : caissettes de viande et produits transformés.

[Campus les Sicaudières](#)





PRIVILÉGIER UNE APPROCHE COORDONNÉE DES ENSEIGNEMENTS

A Agrocampus Ouest (35), école interne de l'institut Agro, la mise en place du plan de continuité pédagogique a pris en compte 3 grandes spécificités : le nombre élevé d'étudiants, la dimension internationale et l'adaptation des modalités pédagogiques. Romain Jeantet, professeur en génie alimentaire revient sur ces 2 mois et sur les perspectives.

C'est un travail collectif qui a été mené sous la houlette de Armelle Carnet-Lebeurier directrice générale d'Agrocampus Ouest. L'implication de tous les services a été exemplaire. Le pilotage est effectué par l'équipe de direction, la validation passe par les instances et la coordination est menée par le DFVE avec l'appui des référents et coordinateurs enseignants chercheurs.

Les stages

Une des forces de notre école, c'est la mobilité internationale : durant leur cursus, tous les étudiants ont une mobilité obligatoire à l'international. Normalement les étudiants de M1 devraient partir entre juillet et septembre prochain. Nous avons dû réfléchir à des mesures de substitution. Il a été décidé que cette mobilité pourrait avoir lieu dans le cadre du stage de fin d'année (année scolaire 2021/2022) mais sans caractère obligatoire. De même, nous avons dû gérer ceux qui étaient à l'étranger le 16 mars. Une recommandation de retour en France a été faite et le suivi individuel que nous avons mis en place a permis un traitement très efficace de toutes les situations. Nous avons dû également adapter les modalités de stage quand ceux-ci se trouvaient écourtés, en mettant en place, par exemple un travail complémentaire permettant de valider la période.

Les enseignements

En ce qui concerne la mise en œuvre des enseignements à distance, très rapidement les enseignants chercheurs ont adapté les modalités pédagogiques et les évaluations au contexte en recourant en priorité aux outils de l'espace Moodle. Tous les outils étaient déjà prêts et déployables très rapidement. Il a été décidé de maintenir les emplois du temps afin de garder une approche coordonnée des enseignements. Chacun était en relation avec les étudiants afin de vérifier que chacun avait accès aux données et aux ressources. Après recensement, sur les 830 étudiants, 20 avaient des problèmes d'accès au réseau. Un versement d'une aide forfaitaire pour l'acquisition de clé 4G ou d'augmentation de forfait et un accompagnement adapté pour entretenir leur motivation ont été mis en place. L'ensemble des enseignants a noté un niveau d'investissement très important de la part de tous les étudiants qui est peut-être en partie dû au fait qu'ils se sont retrouvés acteurs de leur formation d'un bout à l'autre de la chaîne.

Les évaluations

Les modes d'évaluation habituels ne sont pas forcément reproductibles à distance. Pour maintenir la qualité de l'évaluation, il a donc également fallu les adapter. 4 suggestions ont été faites : les épreuves orales peuvent être adaptées pour les étudiants en difficultés de connexion numérique (téléphone), les épreuves écrites asynchrones peuvent être maintenues en l'état, les épreuves écrites individuelles synchrones peuvent être adaptées (Moodle), les épreuves peuvent être supprimées au profit des autres modes d'évaluations déjà réalisées en contrôle continu dans le module. Un guide méthodologique de l'évaluation à distance a été élaboré par la DFVE à destination des enseignants.

L'implication de tous est remarquable. Il faut reconnaître que dans nos établissements spécialisés dans les sciences du vivant, où expérimentation et travail sur le terrain sont primordiaux, on atteint vite les limites de ce qui peut être dématérialisé. Cette expérience permettra certainement dans l'avenir une réorganisation des enseignements en présentiel avec un panachage entre numérique et terrain.



AGROCAMPUS OUEST est, comme Montpellier SupAgro, une école interne de l'institut Agro, créé le 1er janvier 2020.

Elle compte :

- 2000 étudiants
- 470 personnels dont 130 enseignants chercheurs
- 5 axes thématiques couvrant plusieurs objets d'études spécifiques :
 - Végétal, animal, systèmes
 - Enjeux environnementaux - ressources, territoires et ville
 - Halieutique, mer et littoral
 - Alimentation
 - Paysages
- 6 départements d'enseignement et de recherche
 - Écologie
 - Économie, gestion, société
 - Milieu physique, paysage, territoire
 - Productions animales, agroalimentaire, nutrition
 - Sciences du végétal pour l'agriculture et l'horticulture
 - Statistique et informatique

[Agrocampus Ouest](#)

CONTINUITÉ D'ACTIVITÉ EN ADMINISTRATION CENTRALE : UNE MONTÉE EN COMPÉTENCE SUR LES OUTILS NUMÉRIQUES POUR MIEUX ACCOMPAGNER LES ÉTABLISSEMENTS

La direction générale de l'enseignement et de la recherche est restée en lien avec l'ensemble des ses interlocuteurs. Témoignage de Marie-Aude Stofer cheffe du bureau des formations de l'enseignement supérieur.

Cette période exceptionnelle a montré que le travail administratif de la DGER se prêtait bien au télétravail, même si nous n'étions pas préparés à une telle intensité et durée du travail à distance.

Mon bureau ayant une multiplicité d'interlocuteurs avec chacun ses solutions techniques, nous avons dû nous adapter aux différents outils de partage de documents en ligne et de solutions de visioconférence. Les fonctionnalités de partage d'écran pour présenter des diaporamas et pour construire des documents en direct se sont révélées très utiles. Nous avons multiplié les réunions de réseaux des directeurs des études et de la vie étudiante à distance pour échanger sur les questions du moment et cela fonctionne très bien ! Cela sera sans doute un acquis de cette période pour permettre des échanges plus fréquents avec les différents réseaux dans le futur.

L'essentiel de mon activité a été réorientée vers la création d'un nouveau cadre réglementaire adapté à la situation sanitaire, et vers l'accompagnement des établissements du supérieur pour assurer la continuité pédagogique.

L'impossibilité de conserver aux dates prévues un nombre significatif d'écrits des concours a conduit à de nombreuses concertations et d'importants travaux d'écriture réglementaire. Les services des concours sont désormais très mobilisés pour la mise en œuvre dans les meilleures conditions possibles. Par exemple, pour limiter les déplacements des candidats aux concours agronomique et vétérinaire, les étudiants ont pu demander à changer de centre d'écrit en fonction de leur lieu de confinement. Cela a même conduit à l'ouverture d'un centre supplémentaire en Martinique pour une candidate de la voie C !

Avec ma collègue en charge des BTSa, nous avons travaillé intensément avec les collègues de la sous-direction des politiques de formation et l'inspection pour déterminer les adaptations nécessaires sur les BTSa.



La direction générale de l'enseignement et de la recherche met en œuvre la politique en matière d'enseignement agricole et de formation continue et participe à la définition et à l'animation de la politique en matière de recherche agronomique, biotechnologique et vétérinaire. Elle définit et anime la politique de recherche, d'innovation et de développement dans le champ de compétences du ministère. Elle soutient l'innovation, notamment à travers la coordination du plan national de développement agricole et rural, financé par le Compte d'affectation spéciale Développement agricole et rural et la mobilisation des établissements d'enseignement agricole, des organismes de recherche et des instituts techniques agricoles et agro-industriels. Elle veille à leur intégration dans la stratégie nationale et européenne de recherche.

Personnels: 140

[Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation](#)

[Aventure du Vivant](#)

CONTINUER À RÉPONDRE AUX BESOINS ET AUX QUESTIONS DE LA PROFESSION

L'institut de l'Élevage (Idele), institut technique agricole apporte des solutions techniques aux éleveurs de bovins, ovins, caprins et équins et aux acteurs économiques des filières. Il accompagne éleveurs et filières en élaborant des documents techniques et des outils destinés aux techniciens et aux éleveurs. Dans ce contexte de crise sanitaire, il était important que l'Institut de l'Élevage puisse continuer à assurer ces missions. Joël Merceron, directeur général nous explique le fonctionnement mis en place durant cette période particulière.

Depuis les grèves des transports de décembre, nous avons une pratique un peu plus étendue du télétravail en particulier pour les salariés de la région parisienne (1/3 de notre effectif total). Dès le début du mois de mars, nous l'avons généralisé. Quand le confinement a été décrété, nous avons demandé à chacun de prendre une journée de congé hebdomadaire pour pouvoir gérer l'activité sur plusieurs semaines et à terme, la reprise.

Dans l'ensemble, le système a bien fonctionné et nous avons pu maintenir un très bon niveau de réactivité pour répondre aux besoins et aux questions des filières et des éleveurs. Eux aussi se trouvaient dans une situation inédite. Les nombreux changements dans les modes de consommation alimentaire des français (arrêt de la restauration collective ou en extérieur, moins d'achats de produits frais, la baisse des échanges internationaux) ont eu de sévères répercussions sur le quotidien des agriculteurs et les filières viandes et lait. Nous avons travaillé avec eux pour adapter leurs productions, les accompagner en leur fournissant des éléments techniques, économiques...





Les Instituts Techniques Agricoles

Spécialisés par filières de productions, les Instituts techniques agricoles (ITA) font l'objet tous les 5 ans d'une qualification par le ministère chargé de l'agriculture. Ils exercent des missions d'intérêt général en vue de répondre aux besoins des filières par la production et la diffusion de références techniques et scientifiques et d'outils. Ils bénéficient pour cela d'un soutien du Compte d'affectation spéciale Développement agricole et rural (CAS DAR). Le réseau des 17 ITA qualifiés, animé par l'ACTA, représente environ 2000 ingénieurs et techniciens.

[ACTA](#)

Nous devons aussi trouver une façon de répondre à leur isolement. Des dossiers spéciaux « Covid 19 » et des podcasts ont été mis en ligne sur notre site internet et nous avons également mis en place des Webinaires hebdomadaires et des formations à distance.

En parallèle, il fallait aussi maintenir le lien entre nos salariés. Confinn'travail, c'est une page quotidienne envoyée à tous les salariés traitant de sujets d'intérêt général ou particulier. De même, des cafés / atelier de « partage des compétences » ont été mis en place sur la base du volontariat. D'une durée de 30 mn à 1h30, ils abordent des sujets professionnels en lien avec nos missions techniques sur les outils du télétravail ou de la vie quotidienne. Sur les 10 semaines, 152 personnes ont participé à une ou plusieurs séances pour 682 heures. Au fil des semaines, ce partage de compétences est devenu une véritable opération de formation interne.

Une enquête menée auprès des salariés fait apparaître un sentiment de satisfaction quant à la mise en œuvre du télétravail et des résultats obtenus et effectivement, un grand nombre de nos missions sont télétravaillables. Les 2/3 des salariés pensent que cette crise entraînera une réorganisation du travail avec une augmentation du télétravail et une baisse des déplacements ; Mais, il ne faudra pas négliger le fait que le travail c'est aussi la socialisation et ne pas tomber dans le « tout à distance » qui pourrait avoir des effets pervers sur le long terme.

Montauban et Moissac s'engagent pour sortir du glyphosate en arboriculture

Les exploitations de Capou et Pesquié de l'**EPLEFPA de Tarn et Garonne** (campus Terre et Vie) ont ouvert leurs vergers à l'innovation agroécologique et se sont engagées dès 2019 pour s'affranchir du glyphosate.

L'exploitation de Capou, est axée sur l'arboriculture fruitière. Celle du Pesquié cultive des vignes pour produire des raisins de table dont le chasselas de Moissac en AOP. Des fruits d'été : cerises, pêches et abricots complètent les productions fruitières.

Des techniques y ont été mises en place avec les élèves pour laisser pousser l'herbe dans les rangs. Sur le site de Moissac, les essais de désherbage mécanique menés lors de la journée régionale du 27 juin 2019, ont démontré qu'il était possible de s'affranchir du glyphosate.

La sortie du glyphosate, basée sur la mécanisation du travail sur le rang de fruitiers, a été associée à des innovations agroécologiques telles que la plantation de haies, la gestion économe de l'eau et l'enherbement inter-rangs pour optimiser la gestion de la fertilité et du travail.

Le développement d'une production locale et durable en fruits et légumes, vient compenser le surcoût du désherbage mécanique.



Désherbage dans le rang de pommiers à Pesquié lors de la journée Glyphosate du 27 juin 2019 (Crédit photo : Ph. Cousinié)

Bourg en Bresse

Bourg en Bresse a mené une action pédagogique innovante exemplaire, auprès d'apprentis du BTSA ACSE, nommée Glyph'Eau, à partir d'une commande problématisée d'un agriculteur du territoire.

Une fiche pollen et un film reportage viennent de sortir : <https://pollen.chlorofil.fr/toutes-les-innovations/monparam/2726/>



Le recyclage des déchets à Radinghem

Comme une trentaine d'établissements de l'enseignement agricole, l'exploitation de Radinghem de l'EPLEFPA du Pas de Calais, s'est engagée dans un parcours pédagogique « Moi je recycle ! ». Regard d'Aurélien Jeanleboeuf, directeur d'exploitation, sur ce partenariat.

« Depuis 2015, nous avons différents panneaux et poubelles de tri : à la ferme, près de mon bureau, dans les hangars, dans le couloir d'alimentation des vaches et brebis » explique-t-il. Le tri porte sur les bidons de plastique, sacs de semences ou d'engrais, ficelles et bâches... A.D.I.VALOR (Agriculteurs, Distributeurs, Industriels pour la valorisation des déchets agricoles) a fourni des sacs de collecte, des supports de sacs et la signalétique. "C'est une ferme d'élevage. Il y a beaucoup de déchets, on ne s'en rend plus compte ; ça marche bien et il n'y a pas de perte de temps si c'est bien positionné".

Avec les jeunes

Les élèves ont installé les panneaux avec un salarié et des enseignants associés. Les poubelles sont accessibles facilement pour les travaux pratiques. Au-delà des bons gestes à la ferme, c'est une opportunité pour aborder les enseignements en lien avec l'économie circulaire, l'analyse de cycle de vie, la réduction des gaz à effet de serre....

Ces actions en cours dans d'autres établissements, gagneraient à être étendues encore...

Contact : aurelien.jeanleboeuf@educagri.fr

Lire aussi : [Témoignage de 5 directeurs d'établissements engagés avec A.D.I.VALOR](#)



Le CFA Piémont-Pyrénées remporte le Prix de l'Audace Artistique et Culturelle 2020

Après le lycée agricole de Rethel en 2015, l'enseignement agricole est à nouveau récompensé par la Fondation Culture & Diversité, à travers le projet «L'épicerie radio-mobile» mené pendant 2 ans par le CFAA Piémont-Pyrénées, en partenariat avec le Centre National des Arts de la Rue et de l'Espace Public - Pronomade(s) en Haute-Garonne, la compagnie «La grosse situation», et la communauté de communes Cagire-Garonne-Salat. Ce dispositif est emblématique de l'éducation socioculturelle, spécificité de l'enseignement agricole, et des liens unissant SRFD, SRAL et DRAC.

Au cours de la première année, ce projet a amené 15 apprentis en CAPa et BP à questionner leur perception du monde agricole, de leur territoire à travers la réalisation de pastilles sonores, de photographies, et de cartographie des exploitations. Cela avec la participation de tous les maîtres d'apprentissage. Suite à l'accueil de la compagnie et des apprentis dans le lieu de résidence de Pronomade(s), une épicerie ambulante a été construite durant la deuxième année

du projet. Elle offre un espace d'exposition itinérant et permet l'écoute des pastilles sonores au casque, sur un banc d'écoute entièrement construit avec deux cornadis. Elle a permis aux apprentis de sillonner les marchés de la région à la rencontre du grand public. Cette action a ainsi fait dialoguer mécanique, arts plastiques, communication, ou encore photographie, et permis à des jeunes aux parcours scolaires parfois chaotiques de traduire et valoriser leur expérience sociale et professionnelle par l'art et la culture. Ce projet a aussi été emblématique de la mission d'animation du territoire dévolue par la loi à l'enseignement agricole, en faisant se rencontrer jeunes en formation, maîtres d'apprentissages et populations locales.

En remportant l'édition 2020 du Prix de l'Audace Artistique et Culturelle, le CFA Piémont-Pyrénées se voit attribuer une subvention de 7 500€ visant à permettre la poursuite du projet. Pour l'heure, la publication d'un livre photographique pour laisser une trace

et valoriser le travail des apprenants est d'ores et déjà envisagée.

Des informations complémentaires sur ce projet, ainsi que les pastilles sonores, sont accessibles sur <http://www.pronomades.org/L-epicerie-radio-mobile-445>



« À DÉCOUVRIR »



Nombreux e-books téléchargeables gratuitement sur le site des éditions Quae



« Bien manger : un défi au-delà de nos assiettes »

c'est le thème du dossier du magazine en ligne Exploreur de l'université Fédérale Toulouse-Midi-Pyrénées.

Michèle Marin, présidente du comité scientifique de la grande exposition « code alimentation » qui se tient au Quai des Savoirs jusqu'au 6 septembre 2020, revient sur le défi de l'alimentation durable à travers ce dossier

Au sommaire :

- **Du champ au labo : des innovations agroécologiques tous azimuts** – Patrick Vincourt (retraité INRAE-LIPM) et Laurent Bedoussac (ENSFEA-AGIR)
- **Emballages alimentaires : vers un impact environnemental neutre ?** - Philippe Evon (LCA-INP-ENSIACET)
- **Des pistes pour lutter contre l'obésité et ses effets** – Dominique Langin (UT3), Nicolas Cabaton (Toxalim-INRAE), Eric Houdeau (Toxalim-INRAE)
- **Du lait bio pour des élevages moins vulnérables** - Guillaume Martin (AGIR-INRAE) et Laurence Lamothe (GENPHYSE-INRAE)
- **Changer les comportements alimentaires : un défi de longue haleine** – Zohra Bouamra (TSE-R-INRAE) et Vincent Réquillart (TSE-R-INRAE)
- **Manger sain : une idée fixe**, avec Marie Dajon (CERPPS- UT2)
- **Fait-maison : la transmission de tous les plaisirs alimentaires** - Anne Dupuy (UT2), Laurence Tibère (UT2)
- **Jean-Pierre Poulain, l'alimentation sous l'oeil d'un sociologue**
- **Manger local : comment faire entrer la campagne dans son quotidien ?** - Michaël Pouzenc (UT2) et la sociologue Jacinthe Bessière (UT2)

Le partage des données de la science et la connaissance du rôle des acteurs des systèmes alimentaires de l'assiette à la planète sont des leviers majeurs pour permettre au citoyen de retrouver le sens de son alimentation et préparer le futur. La diversité des approches disciplinaires mobilisées dans ce dossier, donnent à découvrir quelques résultats marquants face au défi de l'alimentation durable.

« ARRIVÉES À LA DGER »



Laurence PERS-PHILIPPOUX, directrice de l'EPLEFPA de Brive a pris les fonctions d'adjointe à la sous-directrice Emploi, dotation et compétence du service de l'enseignement technique le 3 avril 2020 en remplacement de Naïda DRIF nommée au CGAAER.

Héloïse GIORDANO a pris les fonctions de cheffe du bureau des examens de l'enseignement technique en remplacement de Catherine Loncle qui a fait valoir ses droits à la retraite.

Selma TAFANI-THIEBLEMONT de l'ASP a pris les fonctions de cheffe du bureau de l'apprentissage et de la formation continue le 1er juin 2020 en remplacement de Yveline GUEGAN qui a fait valoir ses droits à la retraite.

À SAVOIR

Toutes les informations relatives à la continuité pédagogique et à la réouverture des établissements sont dans le dossier « Coronavirus / Covid-19 » de



ChloroFil

Par et pour les professionnels de l'enseignement agricole

- ♦ informations ministérielles et interministérielles,
- ♦ affiches et guides,
- ♦ foires aux questions,
- ♦ session 2020 des examens,
- ♦ ressources...



Rendez-vous à venir

À NOTER

Fin aout

Publication du dossier de presse de rentrée.

Début septembre

Publication Actu'DGER N°1

Semaine 42

Séminaire des directeurs de lycées agricoles publics (date précise à confirmer).

Suivez l'actualité de l'enseignement agricole !
Abonnez-vous, likez et partagez !

LAVENTURE DU VIVANT.FR
RÉVÈLE TON TALENT

